

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

Index : MDE 21/3892/2016

AILRC-FR

22 avril 2016

Attentat à la bombe dans un bus à Jérusalem : le Hamas doit condamner les attaques visant des civils

Après les déclarations du Hamas à Bethléem indiquant que l'auteur de l'attentat à la bombe perpétré dans un bus de Jérusalem le 18 avril était un de ses membres, Amnesty International tient à réaffirmer que les attaques délibérées contre des civils ne sont jamais justifiées, et appelle le Hamas à les condamner.

Dans la soirée du 18 avril, 20 personnes ont été blessées par une bombe déclenchée par un Palestinien dans un bus israélien à Jérusalem. Le soir du 21 avril, trois des blessés se trouvaient toujours en soins intensifs, d'après le quotidien israélien *Haaretz*. L'auteur de cet attentat a été identifié comme étant un Palestinien de 19 ans, Abd al Hamid Abu Srou, provenant du camp de réfugiés d'Aida, à Bethléem. Il est décédé de ses blessures le 20 avril en fin de journée.

Le 21 avril, le Hamas a déclaré que le jeune homme était un de ses membres et faisait partie de ses « militants engagés » de Bethléem. Le porte-parole de la police israélienne, Micky Rosenfeld, a déclaré que l'attentat était l'œuvre d'un « terroriste du Hamas », et les forces de sécurité israéliennes ont annoncé l'arrestation, dans la région de Bethléem, de plusieurs « militants du Hamas » soupçonnés d'être impliqués dans cet attentat. Bien qu'il ne semble pas que le jeune homme ait agi sur ordre des dirigeants du Hamas ni de sa branche armée à Gaza, l'implication de ce mouvement, notamment l'implication possible de membres de sa branche armée à Bethléem ou à d'autres endroits, est inquiétante. Le Hamas, et en particulier ses dirigeants politiques à Gaza et partout ailleurs, doivent clairement condamner toutes les attaques visant des civils. Celles-ci ne sauraient en aucun cas être justifiées et constituent des violations graves du droit international humanitaire.

La flambée de violence constatée depuis début octobre 2015 s'est traduite par la mort de 29 Israéliens et deux ressortissants des États-Unis tués par des Palestiniens dans le cadre d'attaques à l'arme blanche, à l'arme à feu ou à la voiture-bélier visant des soldats, des policiers et des civils israéliens. Cependant, la grande majorité de ces attaques ont été menées par des personnes qui n'étaient affiliées à aucun groupe armé palestinien – même si des factions politiques et des groupes armés palestiniens, dont le Hamas et sa branche armée (les brigades Izz al Din al Qassam), se sont souvent félicités de ces actes. Durant la même période, au moins 197 Palestiniens ont été tués par les forces israéliennes ou par des civils israéliens. La plupart étaient semble-t-il en train de commettre une attaque ou ont été perçus comme ayant l'intention d'en commettre une.

Si les attaques délibérées contre des civils ne sont jamais justifiables, il n'en reste pas moins que les autorités israéliennes ont l'obligation de respecter le droit international en toutes circonstances, y compris dans leurs réponses à ces attaques. Depuis début octobre 2015, Amnesty International a eu connaissance d'une série d'homicides illégaux de Palestiniens tués par les forces israéliennes – dont des agresseurs réels ou présumés qui ne présentaient pas une menace imminente pour la vie d'autrui au moment où ils ont été abattus. Certains de ces homicides semblent avoir été des exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, les forces israéliennes ont multiplié les mesures s'apparentant à des sanctions collectives à l'encontre des Palestiniens, telles que les démolitions de maisons appartenant à des familles d'auteurs présumés d'attaques contre des Israéliens, les restrictions arbitraires du droit des Palestiniens de circuler librement, et les arrestations arbitraires massives. Les sanctions collectives sont interdites par le droit international,

notamment par l'article 33 de la Quatrième Convention de Genève, qui s'applique à Israël en sa qualité de puissance occupante.

Complément d'information

Les attentats à la bombe commis par des Palestiniens en Israël et dans les territoires palestiniens occupés, notamment les attentats-suicides dans des bus, étaient courants pendant la deuxième Intifada, qui a débuté en septembre 2000. Amnesty International a fait état de ces attentats et les a condamnés à maintes reprises. En revanche, les attentats-suicides étaient devenus très rares depuis 2006, et celui qui a visé un bus à Jérusalem est le premier de ce type depuis plusieurs années.

Fin